



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

**2021 - 82 AMENAGEMENT
PROCEDURE DE REVISION ALLEGEE N° 1
BASTIDE SAINT-ANTOINE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

ABSENTS EXCUSES :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-82-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1^{ère} Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

DU 29 JUIN 2021

AMENAGEMENT
PROCEDURE DE REVISION ALLEE N° 1
BASTIDE SAINT ANTOINE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La Bastide Saint Antoine, établissement grassois contribuant au rayonnement international de la commune dans le domaine du goût et des arômes, souhaite mettre en œuvre un projet de diversification économique sur l'emprise de sa propriété. Une partie de ce projet nécessite un reclassement en secteur UT d'une partie de la zone classée Ap et de la zone UJ. Ce reclassement ne remettant en cause ni le potentiel agricole de la zone Ap concernée d'une surface totale de 60.000m² - constituée d'une oliveraie- ni les objectifs du projet d'aménagement et de développement durable de la révision du PLU de Grasse approuvée le 6 novembre 2018, une révision allégée permet de procéder à cette évolution du plan de zonage du PLU de Grasse pour cet unique objet.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
AMENAGEMENT	Sans incidence budgétaire	

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.103-2 et suivants, L. 153-31 et L.153-34, L.104-3, R.153-12, R.153-20 et suivants,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2018-187 en date du 06/11/2018, approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2019-18 en date du 25/06/2019, approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

Vu la délibération du comité syndical du SCOT 'Ouest n°2021-6 en date du 20 mai 2021 approuvant le SCOT

Considérant la possibilité de réviser le Plan Local d'Urbanisme de façon allégée lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le PADD ;

Considérant l'approbation du SCOT Ouest à la date du 20 mai 2021 et considérant sa transmission au contrôle de légalité en date du 3 juin 2021, la présente procédure de révision allégée, sous réserve de la mise en exécutoire dudit document supra-communal dans les 2 mois suivants sa transmission en préfecture, sera menée dans la considération d'un SCOT couvrant le territoire objet du présent PLU révisé de manière allégée, conformément au code de l'urbanisme.

Considérant que le projet dont il s'agit consiste à permettre à l'établissement La Bastide Saint-Antoine, établissement grassois contribuant au rayonnement international de la commune de Grasse, d'offrir des produits et des arômes, de se diversifier économiquement, en prévoyant, d'une part, la réhabilitation de la bastide existante sur l'emprise section CH numéro 003 aujourd'hui en l'état d'abandon, et d'autre part, son extension, la création d'annexes et le réaménagement des jardins, à des fins touristiques, restauration notamment. Ce projet s'inscrit dans le projet global d'essor et de diversification de l'attractivité de la propriété constituée plus largement de bâtiments touristiques avoisinants et d'une oliveraie.

Accusé de réception en préfecture
00621069069820210829-82-DE
Date de réception en préfecture: 30/06/2021

Considérant qu'il nécessite à cette fin le reclassement partiel d'une partie de la parcelle CH003 actuellement en zone UJ pour environ 3 350 m², et Ap pour une surface inférieure à 4 500 m² à parfaire, en zone UT de vocation touristique.

Considérant que ce reclassement ne remet en cause ni le secteur global d ni le potentiel agricole de la zone Ap concernée d'une surface totale de 60.000m² - constituée d'une oliveraie -, ni les objectifs du projet d'aménagement et de développement durable de la révision du PLU de Grasse approuvée le 6 novembre 2018, une révision allégée permet de procéder à cette évolution du plan de zonage du PLU de Grasse pour cet unique objet.

Considérant qu'en conséquence, des adaptations du Plan Local d'Urbanisme sont nécessaires pour actualiser le règlement et le zonage des zones Ap, UT et UJ dans le cadre de ce projet de diversification économique de la Bastide Saint-Antoine ;

Considérant qu'il convient de fixer les modalités de concertation publique associant les habitants de Grasse à savoir :

- Mise à disposition du dossier de révision allégée n° 1 en mairie et sur le site internet de la mairie ;
- Mise à disposition d'un registre en mairie et du courriel suivant à laquelle pourront être envoyées les observations de manière dématérialisée (les mails reçus seront reportés sur le registre en mairie) : « revisionallegée@ville-grasse.fr »
- Mise à disposition des observations émises sur le site internet de la mairie ;

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **PRESCRIRE** la procédure n°1 de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme ;
- **FIXER et APPROUVER** les objectifs de la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme, à savoir des évolutions apportées au règlement et au zonage des zones Ap, UT et UJ dans le cadre d'un projet de diversification économique de la Bastide Saint-Antoine ;
- **FIXER et APPROUVER** les modalités de concertation suivantes :
 1. Mise à disposition du dossier de révision allégée n°1 en mairie et sur le site internet de la mairie ;
 2. Mise à disposition d'un registre en mairie et du courriel suivant à laquelle pourront être envoyées les observations de manière dématérialisée (les mails reçus seront reportés sur le registre en mairie) : « revisionallegée@ville-grasse.fr »
 3. Mise à disposition des observations émises sur le site internet de la mairie ;
- **DIRE** que cette concertation fera l'objet d'un bilan qui sera tiré par le Conseil Municipal avant l'arrêt du dossier pour la procédure de révision allégée du PLU ;
- **SOLLICITER** avant l'arrêt du projet l'autorité environnementale (MRAE / DREAL) dans le cadre d'une demande de cas par cas sur la nécessité de réaliser une évaluation environnementale,

- **PROCEDER** à l'organisation d'une enquête publique telles que définies à l'article L.153-10 et R.153-8 du code de l'urbanisme et conformément aux articles L.123-1 et suivants du code de l'environnement ;
- **SOLLICITER** de l'Etat conformément à l'article L.132-15 du Code de l'Urbanisme qu'une dotation soit allouée à la collectivité pour compenser les dépenses nécessaires à la révision allégée du PLU ;
- **ASSOCIER** les personnes publiques mentionnées aux articles L.123-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme,
- **CONSULTER** au cours de la procédure, si elles en font la demande, les personnes publiques prévues au titre des articles L.132-12 et L.132-13 :
 - les associations locales d'usagers agréées ;
 - les associations de protection de l'environnement agréées ;
 - la commission départementale des espaces naturels agricoles et forestiers (CDPENAF) ;
 - les communes voisines, les EPCI voisins compétents et les organismes d'habitations à loyer modéré propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire de la commune, qui pourront être consultés à leur demande.

La présente délibération sera notifiée aux personnes publiques mentionnées à l'article L.153-11 du code de l'urbanisme à savoir notamment :

- M. le Préfet des Alpes-Maritimes ;
- M. le Président du Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur ;
- M. le Président du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes ;
- M. le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie des Alpes-Maritimes ;
- M. le Président de la Chambre des Métiers des Alpes-Maritimes ;
- Mme la Présidente de la Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes ;
- M. le Président de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports ;
- M. le Président de l'autorité compétente en matière de SCOT ;
- M. le Président compétent en matière de Programme Local de l'Habitat ;
- M. le Président de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestières (CDPENAF) ;
- M. le Président du PNR ;
- M. le Directeur de l'Institut National de l'Origine et de la qualité (INAO) ;
- M. le Président du Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF) conformément à l'article R.123-17 du code de l'urbanisme ;
- pour information, aux communes voisines, aux EPCI voisins compétents et aux organismes d'habitations à loyer modéré propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire de la commune, qui pourront être consultés à leur demande ;
- pour information, aux associations agréées qui peuvent être consultées à leur demande.

Conformément aux articles R.153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département. Elle sera, en outre, publiée au recueil des actes administratifs de la commune.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le 30 JUIN 2021

suivent les signatures

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,

